

# Etat prédateur

Le Courrier – Edito – 19/08/10

***Les récentes décisions et les comportements de l'Etat de ces derniers temps, nous rappellent les réflexions d'une citoyenne qui n'a pu s'empêcher, étant donné l'exaspération ambiante voici quelques mois déjà et qui perdure jusqu'à maintenant, de nous partager son point de vue. L'ingérence de l'Etat dans l'affaire Madamobil/Life et sa tentative de faire passer à tout prix son "Gateway", son "ADESM", et son projet de construction d'hôpitaux par exemple, alors que l'oxygène devient payant pour le malade et les prix des médicaments ne sont plus à la portée des patients - non parce qu'ils ont augmenté mais surtout parce que le pouvoir d'achat de la population a nettement diminué, entretient davantage ce dépit au lieu de le dissiper.***

***Nous vous partageons intégralement ce point de vue de cette citoyenne sans aucun rewriting car il est révélateur de l'état du pays et de l'esprit qui prévaut dans l'opinion des différentes catégories sociales par rapport à la machine de l'Etat en marche.***

"Nous traversons actuellement à Madagascar une période phénoménale de "fihinananana". Tout le monde "mange". Le service fiscal perfectionne la méthode Ravalomananesque du "redressement colossal", initialement visé à casser des victimes spécialement sélectionnées. Maintenant le champ d'application est beaucoup plus vaste et arbitraire, et l'objectif est de lancer la "négociation". De même, à la police, à les douanes, à l'inspection du travail, on harcèle, bloque, stagne, pour lancer la "négociation" du déblocage ou de l'accélération.

Pour certains, ce n'est pas un drame mais une opportunité. C'est le moment après tout, de finaliser ce transfert de terrain, initialement trop coûteux, car l'inspecteur des domaines voudra bien revoir la valeur vénale. C'est le moment de dédouaner les marchandises bloquées dans les magasins des douanes. C'est le moment de négocier le jugement final d'un litige, ou de "régulariser" un dossier fiscal encombrant.

Enfin, il y a ceux pour qui c'est une forme de protestation. Tant qu'à aider (ou exploiter) ce pauvre fonctionnaire mal rémunéré que de verser cette somme à un Etat oppresseur qui ne me donne rien en retour ou qui surtaxe...

Tous partagent la culpabilité. Mon intention n'est pas de passer jugement, même si je dois avouer une profonde inquiétude sur ce que cela veut dire pour l'avenir. Après tout, à Madagascar, les jeunes choisissent des carrières comme inspecteurs des impôts, douanes, domaines et magistrats puisque ces carrières présentent certaines "opportunités" plus que pour la possibilité de changer le monde pour le meilleur. Mais, enfin, ce qui m'intéresse ici, comme toujours, sont les implications constitutionnelles.

Comme mentionné dans des Pensées antérieures, une Constitution a deux grandes rubriques : la structure de l'Etat et les libertés individuelles. Généralement, un Etat est tout puissant quand l'individu a moins de droits. Un Etat est moins prédateur quand il sait qu'il y aura enquête publique sur les tirs dans le dos d'un soi-disant criminel. Un Etat est moins prédateur quand les électeurs peuvent recourir aux législateurs ou aux urnes pour corriger une injustice. L'Etat est moins prédateur quand le contribuable a un recours ou peut faire appel à la justice. En bref, un Etat de droit, où il y a suprématie de la loi et non du puissant, fait que l'Etat n'est pas prédateur. L'Etat devient prédateur quand l'impunité est roi.

A mes amis relativistes culturels (défenseurs de l'exception malgache), quelle est notre notion "originale", "vraiment malgache", de l'Etat ? Est-ce celle de la féodalité où le vassal verse une portion de sa production en retour pour l'harmonie et le fihavanana ? Est-ce celle hérité des Français de l'Etat provident, omniprésent et tout puissant, prenant mais aussi fournissant tout ? Est-ce celle de notre réalité (surtout en monde rural) d'un Etat non-existant (failed state), qui est lointain et nous donne quasiment rien en termes d'infrastructures ou de services ? Ou celle du monde urbain d'aujourd'hui, d'un Etat prédateur qui complique au lieu de faciliter la vie ?

Je rêve d'un Etat facilitateur, qui ne protège pas de la concurrence internationale mais nous y prépare. D'un Etat au service des entreprises, au lieu de son bourreau, facilitant l'essor du secteur privé. Un Etat qui rend service aux citoyens en leur donnant la possibilité de réussir leurs vies (avec santé, éducation, infrastructures, emploi et sécurité). Pas un Etat qui opprime, fait peur, tue, harcèle, emprisonne et surtaxe. Comment traduire ceci constitutionnellement ? Déconcentration et décentralisation du pouvoir ; renforcement des droits de recours ; indépendance et performance de la justice ; moins d'arbitraire et plus de transparence et de consentement. Dans nos préambules alors, dans notre rédaction de la Constitution, et plus encore dans notre pratique quotidienne, que la liberté de l'individu (ou du groupe, pour ceux qui ne nous croient pas individualistes) prenne le devant et soit déclarée suprême au pouvoir de l'Etat. Yes we can ! "

Une citoyenne

Source : [http://www.courrierdemada.com/mg/index.php?option=com\\_content&view=article&id=8594:qetat-predateurq&catid=42:editorial](http://www.courrierdemada.com/mg/index.php?option=com_content&view=article&id=8594:qetat-predateurq&catid=42:editorial)